

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1927

[2004/201568]

**1<sup>er</sup> AVRIL 2004. — Décret relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, pour partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

Les dispositions relatives à cette matière sont applicables sur le territoire de la région de langue française.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé un dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, ci-après dénommé "le dispositif", qui organise entre différents opérateurs des actions de formation et d'insertion, intégrées, coordonnées et centrées sur les bénéficiaires visés à l'article 3, en ayant pour finalité leur accès à un emploi durable et de qualité.

Le dispositif offre un ensemble de services spécifiques, tant collectifs qu'individuels, complémentaires et coordonnés, rendus par les opérateurs de formation et d'insertion, ainsi que par les instances d'accueil, d'information et de suivi telles que visées à l'article 9.

§ 2. Sont considérés comme opérateurs de formation et d'insertion dans le cadre du présent décret :

1° l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé "l'Office", en son entité "Opérateur public de formation", définie par l'article 1<sup>er</sup> bis, 9°, du décret du 6 mai 1999, tel que modifié par le décret du 13 mars 2003, relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

2° les centres de formation créés par l'Office ainsi que les organismes avec lesquels celui-ci a conclu, dans le domaine de la formation et de l'insertion socioprofessionnelle, un accord de partenariat en vertu de l'article 7 du décret du 6 mai 1999 précité;

3° les organismes d'insertion socioprofessionnelle et les entreprises de formation par le travail, tels que définis par le décret du 12 février 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail;

4° les missions régionales pour l'emploi, telles que définies par le décret du 3 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi;

5° les centres de validation des compétences, tels que définis par le décret du 23 septembre 2003 portant assentiment à l'Accord de coopération conclu le 24 juillet 2003 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue;

6° l'Institut wallon de formation en alternance des indépendants et petites et moyennes entreprises;

7° les centres de formation de l'Institut wallon de formation en alternance des indépendants et petites et moyennes entreprises;

8° les centres publics d'action sociale;

9° les régies de quartier;

10° l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées et les centres de formation qu'elle agréé et subventionne;

11° les établissements de l'enseignement de promotion sociale;

12° les centres d'éducation et de formation en alternance.

§ 3. Dans le respect des missions qui lui sont dévolues en application de sa législation organique, chaque opérateur de formation et d'insertion veille à assurer :

1° la transparence de son offre de formation et d'insertion, notamment en informant l'Office, en son entité "Régisseur-ensemblier";

2° le suivi du bénéficiaire pendant la durée de l'action de formation et d'insertion, ainsi que, si nécessaire, entre cette action et la suivante, dans le cadre de la mise en place de filières et passerelles entre opérateurs de formation et d'insertion du dispositif;

3° en étroite concertation avec le bénéficiaire, l'évaluation formative de ses acquis dans le cadre de l'action de formation et d'insertion réalisée, ainsi que, avec l'accord exprès du bénéficiaire, la communication au conseiller particulier, visé à l'article 5, du résultat de cette évaluation, et ce, dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

4° la participation, par une présence active ou par un apport d'informations et de propositions de nature à optimiser le fonctionnement du dispositif, à la Commission consultative régionale ou aux Commissions sous-régionales.

§ 4. Le Gouvernement wallon peut préciser les mesures, visées au paragraphe 3 du présent article, et déterminer les modalités de mise en œuvre de celles-ci.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le dispositif concerne les demandeurs d'emploi inscrits en tant que tels auprès de l'Office et qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire.

Le Gouvernement wallon détermine, sur la base de l'avis de la Commission consultative du dispositif intégré d'insertion, visée à l'article 32 du décret du 6 mai 1999 précité, ci-après dénommée "la Commission consultative", parmi les demandeurs d'emploi visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les catégories de personnes, ci-après dénommées "les bénéficiaires", qui accèdent en priorité au dispositif, compte tenu de leur degré d'éloignement du marché du travail.

§ 2. L'accès au dispositif est libre et gratuit pour tous les bénéficiaires.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. En vue d'accéder au dispositif, les bénéficiaires concluent un contrat de suivi et de soutien à l'insertion socioprofessionnelle, appelé Contrat crédit insertion, avec l'Office en son entité "Régisseur-ensemblier".

Le Contrat crédit insertion a une durée maximale de deux ans, en ce compris la durée maximale de six mois qui s'avérerait nécessaire à l'accompagnement des bénéficiaires après leur insertion professionnelle.

En outre, le Contrat crédit insertion garantit, au bénéficiaire qui suit une formation professionnelle chez un des opérateurs de formation du dispositif, l'octroi, par l'Office, des primes et des avantages, dont les modalités sont fixées par le Gouvernement wallon.

Le Contrat crédit insertion garantit également au bénéficiaire un suivi individualisé et un soutien à l'insertion professionnelle qui se traduisent, notamment, par la réalisation d'un bilan personnel et professionnel préliminaire, ainsi que par une évaluation formative continue, par une offre permanente de services relatifs à la formation et à l'insertion socioprofessionnelle, par la mise en place plus fluide de filières et par la formalisation de passerelles entre les différents acteurs du dispositif et entre les différentes actions entreprises par et avec le bénéficiaire pour lui permettre d'atteindre le plus rapidement et le plus efficacement possible son objectif formation et son objectif emploi.

§ 2. Le Gouvernement wallon, sur proposition de la Commission consultative, détermine les mentions obligatoires du Contrat crédit insertion.

**Art. 5.** Chaque bénéficiaire du dispositif sera suivi, pendant toute la durée du Contrat crédit insertion, par un conseiller particulier de l'Office.

Le Gouvernement wallon peut préciser, sur proposition du comité de gestion de l'Office, les modalités d'exécution du suivi des bénéficiaires.

**Art. 6.** Dans le cadre de ses missions visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 6 mai 1999 précité, l'Office, en son entité "Régisseur-ensemblier", accomplit les missions suivantes :

1° mettre en place, coordonner et promouvoir le dispositif;

2° assurer le pilotage du dispositif en lien avec la Commission consultative et les Commissions sous-régionales du dispositif intégré d'insertion visées à l'article 42 du décret du 6 mai 1999 précité, ci-après dénommées "Commissions sous-régionales";

3° centraliser, sous réserve de l'application de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, l'ensemble des données relatives aux bénéficiaires;

4° financer ou cofinancer la Commission consultative et les Commissions sous-régionales;

5° garantir l'accueil, l'information et le suivi des bénéficiaires en assurant une coordination des organismes en charge de ces services, tels que définis à l'article 9;

6° assurer la mise en œuvre de toute stratégie définie, notamment, sur la base des propositions des organes consultatifs du dispositif qu'il jugera de nature à garantir aux bénéficiaires un service de qualité en matière d'insertion socioprofessionnelle;

7° initier des passerelles et des partenariats entre les opérateurs de formation et d'insertion;

8° procéder à l'évaluation globale des Contrats crédit insertion, informer la Commission consultative des résultats de l'évaluation et transmettre celle-ci au Gouvernement wallon.

Le Gouvernement wallon peut préciser les modalités d'exécution des missions visées à l'alinéa précédent.

**Art. 7.** Dans le cadre de ses missions visées à l'article 33 du décret du 6 mai 1999 précité, la Commission consultative est chargée de remettre, après avis du comité de gestion de l'Office, au Gouvernement wallon :

1° une proposition de plan d'actions annuel, en ce compris un avis quant aux bénéficiaires prioritaires;

2° un avis, d'initiative ou à sa demande, sur la mise en œuvre du dispositif par l'entité "Régisseur-ensemblier" de l'Office;

3° un avis sur les plans d'actions qui lui sont soumis par les Commissions sous-régionales;

4° des propositions, d'initiative ou à sa demande, en vue d'améliorer le fonctionnement et la gestion du dispositif.

La Commission consultative assure également la transmission aux Commissions sous-régionales de toutes les informations utiles relatives au dispositif.

Le Gouvernement wallon peut préciser les modalités d'exécution des missions visées aux alinéas précédents.

**Art. 8.** Dans le cadre de leurs missions visées à l'article 42, alinéa 2, du décret du 6 mai 1999 précité, les Commissions sous-régionales sont chargées de :

1° réaliser, en collaboration avec les directions régionales de l'entité "Régisseur-ensemblier" de l'Office, et transmettre pour avis, à la Commission consultative, des plans d'actions annuels qui visent :

a. la mise en place de passerelles et de filières entre les opérateurs de formation et d'insertion, ainsi qu'entre les actions mises en place par chacun d'entre eux;

b. l'adéquation, d'une part, entre l'offre de formation et de services des opérateurs de formation et d'insertion et la demande des bénéficiaires, et, d'autre part, entre l'offre de compétences des bénéficiaires et le besoin des entreprises;

2° superviser la mise en œuvre des plans d'actions et en évaluer les effets;

3° assurer, au niveau des acteurs sous-régionaux, la diffusion des informations relatives à la gestion du dispositif et susceptibles d'optimiser l'efficacité de celui-ci en regard des besoins des bénéficiaires;

4° mettre en place et gérer les dispositifs d'écoute et de participation des bénéficiaires, tout en informant la Commission consultative de leur évolution.

Le Gouvernement wallon peut préciser les modalités d'exécution des missions visées à l'alinéa précédent.

**Art. 9.** Sont considérées comme instances d'accueil, d'information et de suivi des bénéficiaires au sens du présent décret :

1° parmi les entités déconcentrées visées à l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 6 mai 1999 précité, celles qui sont désignées comme telles par le comité de gestion de l'Office;

2° les directions régionales de l'Office;

3° les services d'accueil et d'information des opérateurs de formation et d'insertion.

**Art. 10.** Les entreprises, via les représentants des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs au sein des Commissions consultatives régionale et sous-régionales, sont associées au dispositif en tant qu'acteurs à part entière de celui-ci. A ce titre, elles veillent notamment à :

1° rendre plus visibles et plus accessibles les offres d'emploi destinées au public peu qualifié;

2° intensifier leur participation aux dispositifs favorisant l'insertion socioprofessionnelle;

3° faciliter la démarche d'accompagnement dans l'emploi des bénéficiaires par la désignation d'un tuteur et par la participation au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre, dans la phase d'immersion en entreprise, du Contrat crédit insertion signé avec le bénéficiaire.

**Art. 11.** L'Observatoire wallon de l'emploi, tel que prévu dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 1998, portant création d'un Observatoire de l'emploi, réalise, chaque année, une évaluation qualitative et quantitative du dispositif, qu'il communique, après avis de la Commission consultative, au Gouvernement wallon. Ce dernier le communique au Conseil régional wallon dans un délai ne dépassant pas le mois de sa réception.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement wallon institue, au sein des services qu'il désigne, une Commission de recours, ci-après dénommée "la Commission". Celle-ci a notamment pour mission de rendre des avis sur tout recours introduit par un bénéficiaire ou par un opérateur de formation et d'insertion.

Le recours auprès de la Commission doit être introduit dans le mois qui suit la notification de la décision à laquelle le requérant ne peut se rallier. A défaut de recours dans ce délai, la décision est définitive.

La Commission remet son avis dans les trois mois de sa saisine. Par décision motivée, le président peut proroger le délai pour une période d'un mois, non renouvelable.

L'avis est notifié simultanément au requérant et au Ministre de la Formation qui se prononce ensuite définitivement sur le recours.

§ 2. La Commission est composée de la façon suivante :

1° un président représentant le Gouvernement wallon;

2° quatre membres représentant les organisations représentatives de travailleurs et d'employeurs;

3° deux membres représentant l'Office, dans sa fonction de "Régisseur-ensemblier";

4° deux membres représentant la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

Le Gouvernement wallon nomme les membres effectifs de la Commission ainsi que leurs suppléants pour une durée de quatre ans.

Les membres visés aux points 1° et 4° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe sont désignés directement par le Gouvernement wallon.

Les membres visés aux points 2° et 3° du même alinéa sont désignés par le Gouvernement wallon respectivement sur proposition du comité de gestion de l'Office et sur présentation d'une liste double par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

§ 3. Il est interdit à tout membre, en ce compris le président, de siéger lorsqu'il a un intérêt direct, soit personnellement, soit par personne interposée, soit comme chargé d'affaires, à l'objet de la délibération.

La Commission peut entendre le requérant ou son représentant, assisté le cas échéant de son conseil. Elle peut exiger la communication de pièces, renseignements, documents et données complémentaires qu'elle juge utiles.

§ 4. La Commission élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement wallon.

**Art. 13.** Le Gouvernement wallon fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil 671 (2003-2004) N<sup>os</sup> 1 à 5.*

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 31 mars 2004.

Discussion et vote.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1927

[2004/201568]

**1 APRIL 2004. — Decreet betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan. De bepalingen betreffende deze aangelegenheid zijn toepasselijk op het grondgebied van het Franse taalgebied.

**Art. 2.** § 1. Er wordt een geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling opgericht, hierna "het stelsel" genoemd, dat tussen verschillende operators geïntegreerde en gecoördineerde vormings- en inschakelingsacties organiseert voor de in artikel 3 bedoelde rechthebbenden om hen een duurzame kwaliteitsbetrekking te verschaffen.

Het stelsel biedt zowel gemeenschappelijk als individueel een geheel van specifieke, bijkomende en gecoördineerde diensten via de vormings- en inschakelingsoperators, alsmede via de onthaal-, informatie-, en opvolgingsinstanties bedoeld in artikel 9.

§ 2. In het kader van dit decreet worden beschouwd als vormings- en inschakelingsoperators :

1° De "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), hierna de "Dienst" genoemd, als "openbare vormingsoperator", zoals bepaald bij artikel 1bis, 9°, van het decreet van 6 mei 1999, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

2° de door de Dienst opgerichte vormingscentra, alsmede de instellingen waarmee hij inzake vorming en socio-professionele inschakeling een partnerschapsovereenkomst heeft gesloten krachtens artikel 7 van bovenvermeld decreet van 6 mei 1999;

3° de instellingen voor socio-professionele inschakeling en bedrijven voor vorming door arbeid, zoals bepaald bij het decreet van 12 februari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor socio-professionele inschakeling en de bedrijven voor vorming door arbeid;

4° de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, zoals bepaald bij het decreet van 3 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

5° de centra voor de bekrachtiging van de bevoegdheden, zoals bepaald bij het decreet van 13 november 2003 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

6° het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

7° de vormingscentra van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises";

8° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

9° de buurtregies;

10° het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waal Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) en de door hem erkende en gesubsidieerde vormingscentra;

11° de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie;

12° de centra voor alternerende opleiding en onderwijs.

§ 3. Met inachtneming van de opdrachten die hem overeenkomstig zijn organieke wetgeving worden toegekend, zorgt elke vormings- en inschakelingsoperator :

1° voor de doorzichtigheid van zijn vormings- en inschakelingsaanbod, met name door de entiteit "regisseur-ensemblier" van de Dienst te informeren;

2° voor de opvolging van de rechthebbende gedurende de vormings- en inschakelingsactie alsmede, desnoods, tussen bedoelde actie en de volgende in het kader van de studiekeuzen en overstapmogelijkheden tussen vormings- en inschakelingsoperators;

3° in nauwe samenspraak met de rechthebbende, voor de formatieve evaluatie van zijn verworvenheden in het kader van de gevoerde vormings- en inschakelingsactie alsmede, met zijn uitdrukkelijke instemming, voor de kennisgeving aan de bijzondere adviseur bedoeld in artikel 5 van het resultaat van die evaluatie, met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

4° voor deelneming aan de gewestelijke adviescommissie of aan de subregionale commissies door een actieve aanwezigheid of door het verstrekken van informatie en voorstellen met het oog op een optimale werking van het stelsel.

§ 4. De Waalse Regering kan de in § 3 van dit artikel bedoelde maatregelen nader bepalen en de modaliteiten voor de uitvoering ervan vastleggen.

**Art. 3.** § 1. Het stelsel betreft de werkzoekenden die als dusdanig bij de Dienst ingeschreven staan en die niet meer leerplichtig zijn.

Op grond van het advies van de in artikel 32 van bovenvermeld decreet van 6 mei 1999 bedoelde Adviescommissie van het geïntegreerd inschakelingsstelsel, hierna de "Adviescommissie" genoemd, bepaalt de Waalse Regering onder de werkzoekenden bedoeld in het eerste lid, de categorieën personen, hierna "de rechthebbenden" genoemd, die bij voorrang in aanmerking komen voor het stelsel, rekening houdende met de mate waarin ze van de arbeidsmarkt verwijderd zijn.

§ 2. De toegang tot het stelsel is vrij en gratis voor alle rechthebbenden.

**Art. 4. § 1.** Om in aanmerking te komen voor het stelsel, sluiten de rechthebbenden met de entiteit "regisseur-ensemblier" van de Dienst een opvolgings- en bijstandscontract inzake de socio-professionele inschakeling, hierna "inschakelingskrediet-contract" genoemd.

Het "inschakelingskrediet-contract" loopt maximum twee jaar, met inbegrip van de maximumduur van zes maanden die nodig zou zijn voor de begeleiding van de rechthebbenden na hun inschakeling in het arbeidsproces.

Bovendien verleent het "inschakelingskrediet-contract" via de Dienst aan de rechthebbende die een beroepsopleiding volgt bij één van de vormingsoperatoren van het stelsel, de premies en voordelen waarvan de toekenningsmodaliteiten door de Waalse Regering worden bepaald.

Het inschakelingskrediet-contract waarborgt de rechthebbende ook een geïndividualiseerde opvolging en een bijstand bij de inschakeling in het arbeidsproces, met name door het opmaken van een preliminaire persoonlijke beroepsbalans, alsmede door een continue formatieve evaluatie, door een voortdurend aanbod aan diensten inzake vorming en socio-professionele inschakeling, door een vlottere totstandbrenging van opleidingsmogelijkheden en door de formalisering van overstapmogelijkheden tussen de verschillende actoren van het stelsel en tussen de verschillende acties ondernomen door en met de rechthebbende zodat hij zo spoedig en doeltreffend mogelijk zijn doelstellingen inzake vorming en tewerkstelling kan halen.

§ 2. Op voorstel van de Adviescommissie bepaalt de Waalse Regering de gegevens die in het "inschakelingskrediet-contract" vermeld moeten worden.

**Art. 5.** Elke rechthebbende op het stelsel wordt tijdens de hele duur van het "inschakelingskrediet-contract" opgevolgd door een bijzondere adviseur van de Dienst.

De Waalse Regering kan de modaliteiten voor de uitvoering van de opvolging van de rechthebbende nader bepalen op voorstel van het beheerscomité van de Dienst.

**Art. 6.** Krachtens artikel 3, § 1, van bovenvermeld decreet van 6 mei 1999 vervult de entiteit "regisseur-ensemblier" van de Dienst de volgende opdrachten :

1° het stelsel op touw zetten, coördineren en bevorderen;

2° het stelsel sturen in samenwerking met de Adviescommissie en de in artikel 42 van bovenvermeld decreet van 6 mei 1999 bedoelde subregionale commissies van het geïntegreerd inschakelingsstelsel, hierna de "Subregionale commissies" genoemd;

3° alle gegevens over de rechthebbenden centraliseren, onder voorbehoud van de toepassing van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

4° de Adviescommissie en de Subregionale commissies financieren of cofinancieren;

5° instaan voor het onthaal, de informatie en de opvolging van de rechthebbenden door het coördineren van de in artikel 9 bedoelde instellingen die die diensten verstrekken;

6° elke strategie die met name op grond van de voorstellen van de adviesorganen van het stelsel bepaald wordt, uitvoeren die volgens hem de gerechtigde een kwaliteitsdienst inzake de socio-professionele inschakeling waarborgt;

7° het initiatief nemen tot overstapmogelijkheden en partnerschappen tussen de vormings- en inschakelingsoperatoren;

8° een globale evaluatie maken van de "inschakelingskrediet-contracten", de adviescommissie kennis geven van de resultaten van de evaluatie en ze aan de Waalse Regering overmaken.

De Waalse Regering kan de modaliteiten voor de uitvoering van de in het eerste lid bedoelde opdrachten nader bepalen.

**Art. 7.** In het kader van zijn opdrachten bedoeld in artikel 33 van bovenvermeld decreet van 6 mei 1999 maakt de Adviescommissie na advies van het Beheerscomité van de Dienst de volgende gegevens over aan de Waalse Regering :

1° een voorstel van jaarlijks actieplan, met inbegrip van een advies betreffende de prioritaire rechthebbenden;

2° op eigen initiatief of op haar verzoek, een advies over de uitvoering van het stelsel door de entiteit "regisseur-ensemblier" van de Dienst;

3° een advies over de actieplannen die hem door de subregionale commissies worden overgelegd;

4° op eigen initiatief of op haar verzoek, voorstellen om de werking en het beheer van het stelsel te verbeteren.

De Adviescommissie verstrekt de Subregionale commissies ook alle nuttige informatie over het stelsel.

De Waalse Regering kan de modaliteiten voor de uitvoering van de in de vorige leden bedoelde opdrachten nader bepalen.

**Art. 8.** In het kader van zijn opdrachten bedoeld in artikel 42, tweede lid, van bovenvermeld decreet van 6 mei 1999 worden de Subregionale commissies ermee belast :

1° jaarlijkse actieplannen in samenwerking met de gewestelijke directies van de entiteit "regisseur-ensemblier" van de Dienst uit te werken en voor advies aan de Adviescommissie voor te leggen, meer bepaald :

a) het op touw zetten van overstap- en opleidingsmogelijkheden tussen de vormings- en inschakelingsoperatoren, alsmede tussen de acties tot stand gebracht door elk van hen;

b) de adequatie tussen het vormings- en dienstenaanbod van de vormings- en inschakelingsoperatoren en de vraag van de rechthebbenden, enerzijds, en tussen het bevoegdheidsaanbod van de rechthebbenden en de behoeften van de bedrijven, anderzijds;

2° de uitvoering van de actieplannen te superviseren en de effecten ervan te beoordelen;

3° wat de subregionale actoren betreft, informatie over het beheer van het stelsel te verspreiden met het oog op een optimale doeltreffendheid ervan ten opzichte van de behoeften van de rechthebbenden;

4° de begeleidings- en deelnemingsstructuren van de rechthebbenden op touw te zetten en te beheren en de Adviescommissie tegelijkertijd kennis te geven van de ontwikkeling daarvan.

De Waalse Regering kan de modaliteiten voor de uitvoering van de in het eerste lid bedoelde opdrachten nader bepalen.

**Art. 9.** Krachtens dit decreet worden beschouwd als instanties die instaan voor het onthaal, de informatie en de opvolging van de rechthebbenden :

1° onder de gedecentraliseerde entiteiten bedoeld in artikel 26, eerste lid, van bovenvermeld decreet van 6 mei 1999, diegene die als dusdanig worden aangewezen door het beheerscomité van de Dienst;

2° de gewestelijke directies van de Dienst;

3° de diensten belast met het onthaal en de informatie van de vormings- en inschakelingsoperatoren.

**Art. 10.** De bedrijven worden via de vertegenwoordigers van de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties binnen de gewestelijke en subregionale adviescommissies met het stelsel geassocieerd als erkende actoren ervan. In dat opzicht zorgen ze er met name voor :

1° het werkaanbod voor laaggeschoolde doelgroepen zichtbaarder en toegankelijker te maken;

2° hun deelneming aan de structuren die de socio-professionele inschakeling bevorderen, te intensiveren;

3° het begeleidingsproces te vergemakkelijken inzake de tewerkstelling van de rechthebbenden door de aanwijzing van een mentor en door de deelneming aan de opvolging en aan de beoordeling van de uitvoering gedurende de fase van de onderdompeling in het bedrijf van het met de rechthebbende gesloten inschakelingskrediet-contract.

**Art. 11.** Het Waarnemingscentrum inzake werkgelegenheid bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 10 september 1998 tot oprichting van een Waarnemingscentrum inzake werkgelegenheid maakt jaarlijks een kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie van het stelsel en deelt de resultaten aan de Waalse Regering mee na advies van de Adviescommissie. De Waalse Regering maakt ze aan de Waalse Gewestraad over binnen hoogstens één maand na ontvangst ervan.

**Art. 12.** § 1. De Waalse Regering richt binnen de door haar aangewezen diensten een beroepscommissie op, hierna "de Commissie" genoemd. De Commissie moet met name advies uitbrengen over elk beroep dat door een rechthebbende of een vormings- en inschakelingsoperator wordt ingediend.

Het beroep wordt bij de Commissie ingesteld binnen een maand na kennisgeving van de beslissing waarmee de aanvrager niet kan instemmen. Als het beroep niet binnen die termijn ingesteld wordt, is de beslissing definitief.

De Commissie brengt advies uit binnen drie maanden na instelling van het beroep. De voorzitter kan die termijn met een niet-verlengbare duur van één maand verlengen op grond van een gemotiveerde beslissing.

Het advies wordt gelijktijdig meegedeeld aan de aanvrager en aan de Minister van Vorming, die zich vervolgens definitief over het beroep uitspreekt.

§ 2. De Commissie bestaat uit :

1° een voorzitter die de Waalse Regering vertegenwoordigt;

2° vier leden die de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties vertegenwoordigen;

3° twee leden die de Dienst in zijn functie van "regisseur-ensemblier" vertegenwoordigen;

4° twee leden die het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest vertegenwoordigen.

De Waalse Regering benoemt de gewone leden van de Commissie alsmede hun plaatsvervangers voor een periode van vier jaar.

De leden bedoeld in 1° en 4°, eerste lid, van deze paragraaf worden rechtstreeks door de Waalse Regering aangewezen.

De leden bedoeld in 2° en 3° van hetzelfde lid worden door de Waalse Regering aangewezen op voorstel van het beheerscomité van de Dienst en na overlegging van een dubbeltal door de Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest.

§ 3. Het is elk lid, met inbegrip van de voorzitter, verboden zitting te hebben wanneer het een rechtstreeks belang heeft bij het voorwerp van de beraadslaging, hetzij persoonlijk, hetzij als tussenpersoon, hetzij als gelastigde.

De aanvrager of zijn plaatsvervanger, eventueel door een adviseur bijgestaan, kan door de Commissie gehoord worden.

De Commissie kan verzoeken om de overlegging van aanvullende stukken, inlichtingen, documenten en gegevens die ze nuttig acht.

§ 4. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Waalse Regering.

**Art. 13.** De Waalse Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Ph. COURARD

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 671 (2003-2004) nrs. 1 tot 5.*

*Volledig verslag.* Openbare vergadering van 31 maart 2004.

Bespreking en stemming.